

Bulletin d'histoire politique

Jacques Beauchemin, La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain, Montréal, Athéna, 2004, 184 p.

Joseph Yvon Thériault



Volume 14, Number 1, Fall 2005

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1055112ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1055112ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Thériault, J. (2005). Review of [Jacques Beauchemin, La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain, Montréal, Athéna, 2004, 184 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 14(1), 325–327. <https://doi.org/10.7202/1055112ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2005

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Jacques Beauchemin, *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*, Montréal, Athéna, 2004, 184 p.

JOSEPH YVON THÉRIAULT
CIRCEM/Département de sociologie
Université d'Ottawa

Le livre de Jacques Beauchemin tombe à point. En effet, comme ses étudiants, qui furent les premiers à recevoir les leçons qui forment cet essai sur les transformations qui affectent la définition du politique dans les sociétés contemporaines, nous sommes plusieurs à ressentir un malaise face à la dynamique politique de notre époque. *La société des identités* est l'un des premiers ouvrages qui identifie clairement ce malaise et qui vise à rompre d'avec la dérive anti-politique contemporaine. En dehors des modes intellectuelles, dans une démonstration fine et pédagogique, Beauchemin invite les intellectuels d'aujourd'hui à changer de paradigme. C'est pourquoi ce petit essai restera pour longtemps marquant dans notre paysage intellectuel.

Qu'est-ce que la société des identités ? On doit la situer, au départ, en continuité, une radicalisation dira-t-on, « de l'idéal d'universalisation que la société moderne a institué dans le politique » (p. 31). La modernité a déplacé dans la communauté politique l'exigence éthique inhérente à tout vivre-ensemble – l'exigence de solidarité et du visage de l'autre – autrefois dévolue au monde des dieux et le tradition. Autrement dit, la conception politique moderne, celle au fondement de nos démocraties, vise à ressaisir l'expérience éthique première du vivre-ensemble de manière à l'ériger en projet collectif.

La société des identités est une radicalisation de ce projet en autant qu'elle vise à réaliser pleinement, empiriquement, dans une pure immédiateté, l'exigence éthique des modernes. « Le projet universaliste, rappelle Beauchemin, consiste désormais dans la reconnaissance de l'égalité de chacun dans le cadre d'une éthique dont les traits dominants résident dans le culte du pluralisme et de la tolérance » (p. 121). C'est ainsi qu'au cours des dernières années, ce que nous appelons politique s'est largement déplacé ; d'une action visant à réaliser le bien commun, on est passé à une reconnaissance des identités et des particularismes au sein de la société. D'où l'éloge d'une société civile qui serait située dans l'infra-politique. Pour le dire rapidement, la société des identités tente de réaliser l'idéal éthique des modernes en s'appuyant

directement sur les agents particuliers libérés – les individus, les identités ethno-culturelles, les identités sexuelles – par les procès même de la modernité.

C'est là que le bât blesse en quelque sorte. La société des identités propose de réaliser directement l'idéal d'émancipation des modernes en faisant l'économie du moment politique qui fut jusqu'à tout récemment l'espace privilégié de réalisation de cette intention éthique. Ce parcours peut être illustré par quelques exemples puisés dans la démonstration qu'en fait Beauchemin. Ainsi, il en est de la tendance de nos sociétés à formuler les enjeux sociaux et politiques en termes éthiques, et non plus en termes politiques, conflictuels. Les mouvements identitaires ne contestent pas l'institution mais revendiquent plutôt leur entrée dans l'institution (la revendication pour le mariage de même sexe, comme une large partie des revendications du mouvement féministe en faisant foi). Il s'agit là d'une stratégie qui vise moins à transformer le politique qu'à habiliter des acteurs à agir en leur propre nom, au nom de leur propre particularité.

La pensée post-moderne est l'illustration exemplaire de cette démarche qui esthétise le politique en le ramenant aux affirmations identitaires présentes dans l'infra-social. Cela s'est accompagné d'ailleurs d'une virulente critique, par la pensée post-moderne, du projet moderne visant à émanciper, à travers une raison universelle, un sujet politique collectif. Il y aurait là une forme de totalitarisme de la raison inacceptable que viendrait libérer la marche personnelle des identités et de l'éthique personnalisée (Lipovetsky).

En faisant cela toutefois, la société des identités comme la pensée post-moderne dissocient la dimension éthique de sa dimension politique. Plus radicalement encore, ils rendent illégitime tout projet collectif. Ainsi, la société des identités se rend incapable de penser les raisons communes du vivre ensemble, voire elle élimine l'idée même de la « société » pour aboutir à la penser comme un « simple équilibre pragmatique de systèmes partiels et d'absorption dynamique de contradictions » (p.149). Et c'est pourtant, pense Beauchemin, dans l'articulation de l'éthique et du politique, à travers la permanence d'une communauté politique qui s'instituait comme nationale, que la modernité avait jusqu'ici réussi à contrecarrer sa tendance inhérente à la fragmentation. Plus précisément, la communauté politique – la nation – en affirmant l'existence d'un sujet politique à la fois universaliste et communautaire, introduisait une tension politique entre les forces dé-historisante de l'universalisme et particularisante des identités.

Pour Beauchemin la « défense du politique » passe par la défense d'une communauté politique pensée comme un sujet collectif. « Le projet du politique affirme-t-il, c'est alors la production et la protection de la société comme monde commun, inscrit dans l'horizon et dans la durée, un monde qui se représente comme civilisation » (p. 108-109). C'est pourquoi l'essai de Beauchemin est aussi un vibrant plaidoyer en faveur de la réhabilitation du « communautarisme ». Pas de politique, selon Beauchemin, sans l'inscription des moments éthiques dans un horizon de sens, c'est-à-dire dans une communauté politique. Il ira même jusqu'à dire que le véritable enjeu du politique n'est pas l'arbitrage des intérêts mais le maintien de « la société qui cherche à survivre à ce déploiement des forces centrifuge et destructurante » (p. 165).

C'est ici que j'émettrai un désaccord avec la perspective de Beauchemin. Ne prend-t-il pas la condition du politique – la communauté politique – pour sa finalité? Certes, on ne peut qu'être en accord avec lui pour affirmer que la modernité politique – qui n'est rien d'autre que la démocratie moderne – nécessite l'existence d'une communauté politique qui permet à la division sociale originelle de se transformer en volonté collective. Mais l'enjeu du politique n'est pas la pérennité de la communauté, là ne réside que sa condition d'existence. Il y a danger d'hypostasier la communauté et d'aboutir à ce que justement il veut combattre : la fin du politique.

On rappellera que c'est justement contre l'idée d'une communauté transcendante, au nom de l'auto institutionnalisation du social, que s'est développée la démocratie moderne. Depuis Machiavel l'on sait que la société comme communauté politique n'a pas d'autres fondements que les rapports politiques qui la fondent. Ce qui peut effectivement conduire à la victoire des forces centripètes de la société et à l'abaissement du politique à la guerre des uns contre tous ou, ce que Beauchemin constate aujourd'hui, à une régulation systémique des identités et des intérêts. Contre ces dérives possibles de la politique moderne, le recours à une communauté politique qui encadre et donne sens à la vie politique s'est effectivement avéré nécessaire. Seulement, cette communauté ne peut plus être pensée à la manière de Durkheim comme un lieu que l'on aime qui « protège et confère un sens à son existence » (p. 104). Elle est nécessairement, dorénavant, un monde-vécu post traditionnel, c'est-à-dire qui ne va plus de soi, qui est problématique.

Je suis peut-être un peu sévère envers Beauchemin. Je crois, comme lui, que l'existence d'une communauté politique est essentielle à la permanence du politique. *La société des identités* démontre brillamment comment la volonté de faire fi de l'existence d'une telle communauté brise la dynamique politique de la modernité. Je plaide uniquement ici pour l'approfondissement d'une idée de la communauté politique, une communauté nécessaire, mais nécessairement problématique.

Je souhaite, en fait, une continuité à ce livre qui porterait sur l'idée de la communauté dans les démocraties modernes. Ce serait, là aussi, comme *La société des identités*, un ouvrage important, marquant dans la réflexion contemporaine sur les conditions permettant d'espérer une continuité à l'expérience d'une politique démocratique. Car, depuis Fernand Dumont, personne au Québec mieux que Beauchemin nous a rappelé les raisons communes du vivre-ensemble.